

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE...

Plus de 100 municipalités canadiennes et la Fédération canadienne des municipalités ont appuyé des déclarations s'opposant à la privatisation de l'eau et invitant les gouvernements fédéral et provinciaux à protéger l'eau publique.

Vous pouvez utiliser cet exemple de déclaration ou l'adapter pour demander à votre propre conseil municipal de soutenir la lutte en faveur de l'eau publique.

Exemple de déclaration* pour votre conseil municipal

ATTENDU que le 22 mars est la Journée mondiale de l'eau;

ATTENDU que, dans le monde, une personne sur six n'a pas accès à une eau potable saine;

ATTENDU que la conférence de l'ONU sur l'eau de 1977 à Mar del Plata a affirmé le droit à toutes personnes à une eau potable propre pour satisfaire leurs besoins de base;

ATTENDU que les prêts consentis actuellement par la Banque mondiale pour les services d'eau dans les pays en développement exigent la privatisation de ces services ou une augmentation du prix de l'eau, ce qui menace l'accès des citoyens à une eau potable sûre;

ATTENDU que les municipalités canadiennes sont les gardiennes de l'eau publique et qu'elles peuvent utiliser leur force importante pour garder les systèmes d'eau collectifs dans le secteur public et influencer les gouvernements tant fédéral que provinciaux dans la lutte pour la protection de l'eau publique;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le conseil reconnaisse et affirme :

- Que l'eau est un don sacré qui est la base de toute vie
- Que l'accès à une eau salubre est un droit fondamental
- Que la valeur de l'eau douce de la terre, pour le bien commun, prime sur toute valeur commerciale possible
- Que l'eau douce est un héritage sacré, une fiducie publique et une responsabilité collective

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU que le conseil demande au gouvernement fédéral d'inviter la Banque mondiale à assurer l'accès à une eau saine et à coût abordable aux pauvres du monde et renforce le rôle du secteur public et des collectivités individuelles dans l'établissement de politiques de l'eau et la réglementation des services d'eau.

* Adapté par le SCFP à partir d'une déclaration rédigée par Développement et la paix et KAIROS : Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice.